

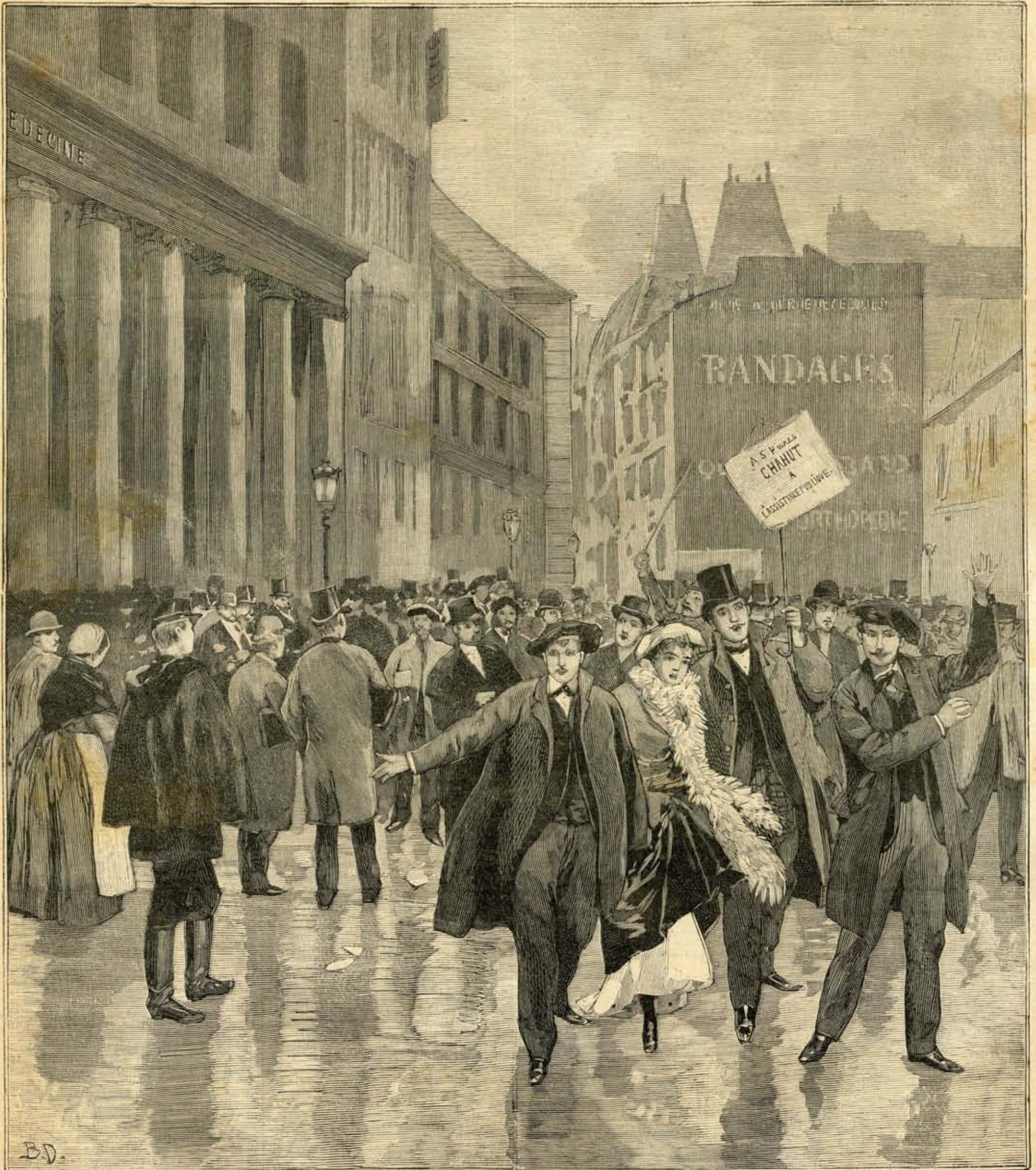
# Le Petit Parisien

TOUS LES JOURS  
Le Petit Parisien  
5 CENTIMES

SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

DIRECTION : 18, rue d'Enghien, PARIS

TOUS LES SAMEDIS  
SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE  
5 CENTIMES



## LES MANIFESTATIONS DES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE

Les Étudiants quittent l'École de Médecine pour se rendre à l'Assistance publique.



Cependant, elle n'a jamais cessé de distribuer des dividendes. Aujourd'hui, la crise est terminée, la Société est restée debout, elle a procédé aux amortissements que commandait la situation et elle est en passe de revoir les gros dividendes d'autrefois. Le moment semble donc opportun pour entrer dans la valeur. L'action est cotée 340 francs environ avec un dividende assuré de 21 francs pour l'exercice en cours et probablement supérieur à ce chiffre pour les futures années.

On a discuté cette semaine au Sénat l'interpellation de M. Blavier sur le Crédit foncier. Le ministre des Finances n'a pas eu de peine à réfuter des critiques qui n'étaient autre chose que la réédition des critiques formulées par M. Lévêque et dont l'enquête des inspecteurs des Finances a fait justice. Le Sénat a voté purement et simplement l'ordre du jour.

## NOS GRAVURES

### Les Manifestations des Etudiants en Médecine

Le quartier des Ecoles, à Paris, a présenté, ces jours derniers, l'animation la plus grande, en raison des manifestations des étudiants en médecine.

Ces manifestations ont eu pour cause un incident qui s'est produit à l'hôpital Saint-Antoine.

Un conseiller municipal de Paris, M. Strauss, visitant cet hôpital, en compagnie de quelques-uns de ses collègues du Conseil, avait présenté quelques observations à des étudiants qui se trouvaient dans une pièce voisine d'une des salles des malades. Ces étudiants fumaient et, d'autre part, ils restaient la tête couverte, alors que M. Strauss et ses collègues avaient leurs chapeaux à la main. M. Strauss fit observer aux jeunes gens qu'il n'était ni convenable ni sain que l'on fumât à proximité d'une salle où se trouvent des souffrants; il ajouta que ses collègues et lui étaient en droit d'exiger plus de politesse de la part des étudiants. Un des jeunes gens, M. Salmon, externe des hôpitaux, répondit en termes très-vifs.

M. Strauss adressa alors une plainte à M. Peyron, directeur de l'Assistance publique, qui frappa l'étudiant Salmon d'une peine disciplinaire assez forte.

Les autres étudiants prirent fait et cause pour leur camarade, et, la semaine dernière, au Concours de l'externat, à l'Assistance publique, au moment où le jury était réuni, ils firent entendre les cris de : « Conspuez Peyron ! conspuez Strauss ! » Puis, ils sortirent dans la rue, en continuant leur manifestation. Des gardiens de la paix les ayant dispersés, ils se rendirent à l'Ecole de médecine, où le doyen de la Faculté, M. Brouardel, leur conseilla de garder le calme le plus absolu.

Le lendemain, les étudiants, en apprenant que le Conseil municipal avait voté une délibération contre leur attitude, s'engagèrent à ne pas cesser leur manifestation avant d'avoir obtenu la levée de la mesure disciplinaire prise contre M. Salmon.

Nous devons dire que M. Strauss avait spontanément écrit au directeur de l'Assistance publique pour lui demander de réduire autant que possible la peine infligée au jeune étudiant.

De leur côté, les externes des hôpitaux ont déclaré qu'ils étaient décidés à profiter du conflit pour élargir le débat et pour soulever une question plus grave, à savoir l'ingérence du Conseil municipal dans les services hospitaliers, qui constitue pour eux, à l'heure actuelle, le fond de toute cette affaire.

« Ce que nous blâmons, disent-ils, c'est l'acte autoritaire des conseillers municipaux et de l'administration à notre égard. Nos chefs de service ne sont nullement les maîtres d'assumer toute la responsabilité des décisions que leur science et leur conscience les autorisent à prendre à propos des malades qui entrent dans leur salle. Ils doivent subir ce point, comme sur beaucoup d'autres, les exigences administratives des directeurs, dont quelques-uns sont, d'ailleurs, ab-

solument étrangers aux choses de la médecine. Nous pouvons affirmer, d'autre part, que nos chefs de service feront cause commune avec nous tant que leurs attributions et celles des directeurs de l'administration de l'Assistance ne seront pas parfaitement délimitées. »

Les étudiants en médecine ajoutent :

« Sur la cause première du conflit actuel, nous nous expliquerons en disant que nous ne reconnaissons qu'au chef de service et au directeur le droit de nous adresser une observation. Il arrive, en effet, que, par suite des nécessités du service, nous sommes continuellement en présence de personnes étrangères, telles que visiteurs, médecins des autres hôpitaux, etc. Aucun règlement ne nous oblige à les saluer. Ajoutez encore que l'usage du tabac dans une salle de malades est généralement toléré par l'administration, qui ferme les yeux là-dessus. Dans un grand nombre d'hôpitaux, nos malades éprouvent une véritable joie à fumer dès que le chef de service est absent. Ce n'est pas nous qui priverons ces pauvres diables de ce plaisir ! Ajoutez aussi que, à l'hôpital Saint-Antoine comme presque partout ailleurs, sauf dans les établissements spéciaux, la fumée de la cigarette ou du cigare de l'externe ne peut guère gêner les bronchiteux, qui sont disséminés un peu partout dans les divers services. »

Telles sont les explications données par les étudiants.

Ceux-ci ont continué pendant plusieurs jours leurs manifestations, et les Concours pour l'externat et l'internat des hôpitaux ont dû être suspendus provisoirement.

Notre gravure de première page représente les étudiants au moment où ils quittent l'Ecole de médecine pour se rendre à l'Assistance publique afin d'y faire une nouvelle démonstration.

### A CINQ HEURES CHAHUT A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

C'est en ces termes des plus fantaisistes qu'ils avaient annoncé leur manifestation. En bande nombreuse, ils descendirent le boulevard Saint-Michel et arrivèrent à l'Assistance publique. Les cris de « Conspuez Peyron ! » reprirent alors de plus belle.

Bien entendu, les professeurs de l'Ecole de médecine ne sont point partisans de ces manifestations bruyantes, mais ils déclarent qu'il y a du bien-fondé dans les réclamations des étudiants. Ils ajoutent qu'en somme, ce sont des jeunes gens, qu'ils sont donc excusables d'apporter un peu de vivacité dans leurs revendications, et qu'en ce qui concerne la demande qu'ils font pour la levée de la pénalité qui a frappé M. Salmon, c'est là un acte de générosité, puisqu'ils se solidarisent avec un de leurs camarades et le défendent énergiquement. En outre, les professeurs font remarquer que les internes sont toujours très-dévoués, qu'ils rendent des services non rétribués, que plusieurs d'entre eux ont été victimes de leur devoir, et qu'ils méritent quelques égards.

« Mon sentiment, a dit M. le professeur Brouardel, est qu'on devrait, pour ces jeunes gens, qui ne sont, aux yeux de l'administration de l'Assistance publique, ni des étudiants, ni, en réalité, des fonctionnaires, instituer une juridiction modérée ou, tout au moins, inspirée sur la juridiction universitaire et devant laquelle l'étudiant et toute personne qui aurait un démêlé avec un externe ou un interne pussent facilement être entendus; cette espèce de tribunal d'arbitrage aurait pour mission d'en référer à l'Assistance publique, et le délai qui s'écoulerait entre les formalités bureaucratiques à remplir laisserait le temps à la vivacité des premiers ou à l'intransigeance des autres de s'atténuer des deux côtés. »

On avait redouté un instant qu'il y eût une grève des étudiants en médecine dans les hôpitaux de Paris. Mais cette crainte n'était pas jus-

tifiée. En effet, les internes des hôpitaux ont communiqué à la presse la note suivante :

« Les internes des hôpitaux de Paris sont décidés à soutenir jusqu'au bout la cause des externes dans leur conflit actuel avec l'Assistance publique, mais déclarent hautement repousser toute idée de grève, contrairement aux insinuations malveillantes de ces derniers jours; ils connaissent trop leurs devoirs et savent mettre l'intérêt des malades qui leur sont confiés au-dessus de toute autre considération. »

Dans le quartier des Ecoles, le spectacle des manifestations des étudiants n'a pas été sans attirer beaucoup de curieux. Et, en effet, ces manifestations ne manquaient pas de gaieté. Coiffés de leur béret, les étudiants parcourraient les rues en chantant les couplets en vogue, les interrompant de temps à autre pour reprendre leur cri de : « Conspuez Peyron ! » Ajoutons que quelques étudiantes et quelques amis des jeunes manifestants se sont mêlés aux démonstrations, ce qui était fait pour en augmenter le pittoresque.

Il est à espérer qu'à l'heure où paraîtront ces lignes, le calme sera revenu dans le quartier des Ecoles et qu'une entente aura été établie entre les étudiants et l'administration de l'Assistance publique.

Ce qui permet de le croire, c'est qu'au lendemain même de l'incident de l'hôpital Saint-Antoine, M. Salmon s'était excusé auprès du directeur de l'Assistance publique, disant qu'il n'y avait eu de sa part ni préméditation ni insolence froidement résolue.

En résumé, on aurait pu peut-être, avec un peu de bonne volonté de part et d'autre, empêcher tous ces incidents, qui, sans doute, se termineront sur ce mot : « Beaucoup de bruit pour rien ! »

### Les Sauveteurs Bapaille et Léger

L'Académie Française, qui vient de procéder à la distribution de ses Prix-de-Vertu, a récompensé deux membres de la Société des Sauveteurs de la Seine : Jean-Baptiste Bapaille et Claude-François Léger.

Tous deux ont accompli un grand nombre d'actes de sauvetage.

Nous donnons les portraits de ces braves à notre dernière page.

### Les Troupes Françaises autour d'Abomey

Les hostilités au Dahomey sont terminées; la prise d'Abomey par nos troupes y a mis fin.

Le roi Behanzin, qui a pris la fuite avec les débris de son armée, et qui, tout le fait supposer, ne cherchera plus à nous attaquer, a été déclaré déchu, et le général Dodds, commandant notre corps expéditionnaire, a invité toutes les tribus à abandonner la cause du monarque disparu et à venir faire leur soumission à la France.

Actuellement, nos troupes campent autour d'Abomey, la capitale du Dahomey. Notre principal dessin de dernière page représente l'un de ces campements. On y voit, au premier plan, les Dahoméens prisonniers sous la garde de nos soldats.

D'après les dernières nouvelles, le général Dodds s'occupait de prendre les mesures nécessaires à pacifier les régions conquises et à pourvoir à leur administration.

Le gouvernement vient de déposer à la Chambre un projet de loi tendant à créer une médaille de la campagne du Dahomey; dès qu'il sera voté, on procédera à la distribution de cette médaille commémorative à nos vaillantes troupes.

### Le Drame de Clichy

Un drame passionnel vient de se dérouler à Clichy, aux portes de Paris.

L'agent de police Auguste Malresse, âgé de trente-trois ans, s'était séparé de sa femme il y a sept ans environ, presque aussitôt après son mariage.

Plusieurs fois, l'épouse délaissée avait recher-